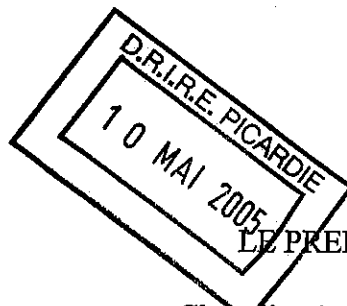


PREFECTURE DE L'OISE

ARRETE PREFECTORAL DU 2 MAI 2005 RELATIF A
LA CARRIERE EXPLOITEE PAR LA SOCIETE
CARRIERES DEGAN SUR LE TERRITOIRE DE LA
COMMUNE DE SAINT-MAXIMIN



LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code minier et notamment ses articles 4 et 107 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code du patrimoine, livre V, titre II ;

VU le code de la voirie routière ;

VU l'ordonnance no 59-115 du 07 janvier 1959 relative à la voirie des collectivités locales ;

VU l'ordonnance 2000-914 du 18 septembre 2000, relative à la partie législative du code de l'environnement ;

VU le décret no 53-578 modifié et complété du 20 mai 1953 et la nomenclature des installations classées annexée ;

VU le décret no 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application des dispositions reprises au titre 1er "installations classées pour la protection de l'environnement" du livre V du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 pris pour l'application des dispositions reprises au titre II, livre V du code du patrimoine et relatives aux procédures administratives en matière d'archéologie préventive ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté du 01 février 1996 modifié, fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret no 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels des 10 février 1998 et 9 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 avril 1999 adoptant le schéma départemental des carrières du département de l'OISE ;

VU la décision du ministère de l'agriculture en date du 20 juin 1994 autorisant la société DEGAN à défricher les parcelles cadastrées AK n° 1 et n° 10 sur le territoire de la commune de Saint-Maximin, sous réserve d'un réaménagement du site après exploitation suivant les modalités proposées à l'étude d'impact figurant au dossier présenté par la bénéficiaire le 10 novembre 1993 afin d'obtenir l'autorisation d'exploiter la carrière de pierres et de matériaux calcaires sur les parcelles précitées ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 avril 1995 autorisant la société Carrières DEGAN à exploiter une carrière de pierres et matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Saint-Maximin ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 1999 fixant le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière de pierres et matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Saint-Maximin ;

VU la demande présentée le 16 juillet 2004 et complétée le 12 octobre 2004 par M. André J. TALMON, agissant en qualité de président de la société Carrières DEGAN, dont le siège social est situé 102 avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS, à l'effet d'obtenir, d'une part, le renouvellement d'autorisation d'exploiter et de modifier les conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de pierres calcaires située sur le territoire de la commune de SAINT-MAXIMIN, lieu-dit "le Murgé Vignette", parcelles cadastrées section AK n° 1 et 10, d'une superficie totale de 14 ha 36 a 16 ca, pour une durée de 10 ans et, d'autre part, d'y exploiter une deuxième installation mobile de concassage criblage des matériaux extraits non valorisables en pierre de taille ;

VU les plans et documents joints à la demande précitée ;

VU les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire ;

VU le rapport et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de PICARDIE en date du 18 mars 2005 ;

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 5 avril 2005 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant, notamment les opérations de remise en état des lieux, permettront de limiter les inconvénients pouvant résulter des travaux d'exploitation de la carrière ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, sont de nature à prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1, livre V, titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'OISE ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La Société Carrières DEGAN, dont le siège social est situé 102 avenue des Champs Elysées – 75008 PARIS, représentée par M. André J. TALMON, agissant en qualité de président, est autorisée à poursuivre l'exploitation et à étendre la carrière de pierres et de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de SAINT-MAXIMIN, lieu-dit "le Murgé Vignette", parcelles cadastrées section AK n° 1 et 10, d'une superficie totale de 14 ha 36 a 16 ca telles qu'elles figurent au plan à l'échelle 1/5000^{ème} dont un exemplaire est annexé au présent arrêté.

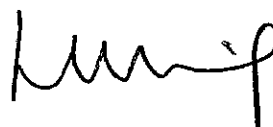
La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers, dans les limites des droits d'extraction dont est titulaire la bénéficiaire et sous réserve du respect des dispositions réglementaires applicables à l'installation, en particulier celles édictées en annexe du présent arrêté ou pouvant l'être par arrêté complémentaire.

ARTICLE 2 : La présente décision ne peut être déférée qu'auprès de la juridiction administrative compétente, conformément aux dispositions de l'article L 514.6 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de SENLIS, le maire de la commune de Saint-Maximin, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le 2 mai 2005

pour le préfet
le secrétaire général



Jean-Régis BORIS

ANNEXE

TITRE 1 : ACTIVITE AUTORISEE

1.1 – Classement des installations

L'établissement comprend les installations mentionnées à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

Rubriques	Régime	Désignation des installations	Caractéristiques des installations
2510.1	Autorisation	Exploitation de carrière au sens de l'article 4 du code minier	Extractions de pierres et matériaux calcaires, Surface autorisée : 143 616 m ² Surface exploitable : 132 850 m ² Production maximale : blocs équarris : 20 000 t/an concassés : 370 000 t/an pendant les 3 premières années, 300 000 t/an les années suivantes
2515-1	Autorisation	Broyage, concassage, criblage, ... , la puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	Installation de concassage, criblage de matériaux extraits sur le site, de puissance unitaire 284,5 kW Puissance totale installée : 569 kW

1.2 – Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée pour une durée de 10 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Elle cessera de produire effet si l'installation n'est pas exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

1.3 – Rythme de l'exploitation

L'établissement fonctionne exclusivement les jours ouvrables, de 7 h à 20 h, exceptionnellement samedi matin.

TITRE II : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

II. 1 : Champ d'application

Les prescriptions de la présente décision s'appliquent à l'installation dans l'établissement susvisé et à celles qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers et inconvénients qu'il présente. Elles abrogent les prescriptions contraires fixées à l'arrêté préfectoral du 21 avril 1995.

II. 2 : Modification

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations ou à leur mode d'utilisation, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

II. 3 : Direction technique

Avant toute poursuite d'exploitation, la bénéficiaire porte à la connaissance de l'inspection des installations classées, les nom, prénom et adresses postale et téléphonique de la personne physique chargée de la direction technique des travaux. A défaut, le représentant de l'exploitant est réputé être personnellement chargé de la direction technique des travaux.

II. 4 : Changement d'exploitant, renouvellement, cessation d'activité, suspension

Le renouvellement de l'autorisation pourra être demandé. La demande devra en être déposée au moins 6 mois avant l'expiration de l'autorisation en cours dans les conditions fixées par le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Si le renouvellement n'est pas sollicité, l'exploitant devra adresser au préfet, au moins 6 mois avant la date d'expiration de la validité de la présente autorisation, une déclaration de fin de travaux accompagnée d'un mémoire donnant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux et leur date de réalisation finale. Cette déclaration sera présentée et instruite conformément aux dispositions de l'article 34.1 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié.

La même procédure sera appliquée :

- en cas de renonciation totale ou partielle à la présente autorisation,
- en cas de refus de renouvellement sollicité.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant, devra en faire la demande au Préfet trois mois au moins avant la date de prise de possession envisagée. À la demande seront annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières.

Dans les cas prévus notamment par l'article L 514.1 du code de l'environnement, en cas de non-respect des dispositions en vigueur, l'autorisation peut à tout moment être suspendue.

II. 5 : Garanties financières

II.5.1. L'autorisation a une durée de 10 ans qui inclut la remise en état.

II.5.2. La production moyenne annuelle autorisée est de :

- 370 000 t / an de matériaux calcaires concassés les trois premières années,
- 300 000 t / an de matériaux calcaires concassés les sept années suivantes,
- 20 000 t / an de blocs calcaires équarris.

La quantité totale autorisée à extraire est de 3 410 000 t.

II.5.3. Le site de la carrière porte sur une surface de 132 850 m².

La remise en état est achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation.

Les phases quinquennales d'exploitation sont caractérisées par leur surface respective :

Phase	S1 (emprise des infrastructures)	S2 (surface maximale en chantier)	S3 (surface des talus à réaménager)
1 (de 0 à 5 ans)	0,5300 ha	3,5583 ha	1,2920 ha
2 (de 5 à 10 ans)	0,5300 ha	4,2503 ha	1,2070 ha

L'exploitant justifie au Préfet de chaque phase de remise en état, au plus tard sous le délai d'un mois à l'issue de celle-ci.

II.5.4. L'exploitant constitue des garanties financières, et les renouvelle au plus tard cinq ans après afin de permettre la remise en état maximale à tout moment au cours de l'exploitation.

Le montant des garanties financières constituées lors de la remise en exploitation faisant l'objet de la présente décision est de :

Phase	Indice TP 01 initial	TVA	Montant
1 (de 0 à 5 ans)	Dernier indice connu	19,6 %	132 053 €
2 (de 5 à 10 ans)	de septembre 2004 : 512,4		151 492 €

II.5.5. Aménagements préliminaires et notification de la constitution des garanties financières

Dès la notification de la présente décision, avant toute continuation d'exploitation, la bénéficiaire doit mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse des mairies où le plan de remise en état des lieux peut être consulté. Dès que ces aménagements ont été réalisés, elle adresse au Préfet, une déclaration de poursuite d'exploitation et le document établissant la constitution des garanties financières.

II.5.6. L'exploitant adresse au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières six mois au moins avant leur échéance.

II.5.7. Fin d'exploitation

Sans que cela fasse obstacle au droit d'exploiter accordé par le présent arrêté pour la durée prévue au titre I, § 1.2 ci-dessus, l'exploitant adresse au Préfet de l'OISE au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation ;
- le plan de remise en état définitif ;
- un mémoire sur l'état du site (accompagné de photos).

II.5.8. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TPO1.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TPO1 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

II.5.9. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

II.5.10. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514.1 3° du code de l'environnement.

II.5.11. Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état, après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514.1 du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

II.5.12. Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L 514.11 du code de l'environnement.

II. 6. : Conduite de l'exploitation

L'installation et ses annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation susvisé, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

L'exploitation des installations doit être conduite de manière à éviter les émissions de polluants dans l'environnement.

II. 7. : Surveillance

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets, de sols, ou de mesures de niveaux sonores ou de vibrations afin de contrôler l'impact de l'exploitation sur l'environnement.

L'ensemble des frais occasionnés par les opérations précitées est à la charge de l'exploitant.

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions conditionnant la présente décision, il peut être fait application des sanctions prévues à l'article L 514.1 du code de l'environnement.

II. 8 : Incident – accident

Tout incident notable ou accident survenu du fait du fonctionnement des installations, y compris des opérations de chargement ou déchargement des produits, qui est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 514.1 du code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant fournit à cette dernière, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et en éviter le renouvellement.

II.9 : Rappel de textes visant l'installation

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'installation les prescriptions qui les concernent des textes cités ci-dessous :

- arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières prévues à l'article 23.3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêtés ministériels des 10 février 1998 et 9 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

TITRE III : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

III.1 - GÉNÉRALITÉS

III.1.1 : Usage et tenue de l'établissement

Le site est à usage strictement industriel et n'est ni occupé, ni habité par des tiers. Cette disposition ne vise pas les entreprises extérieures, au sens du Règlement Général des Industries Extractives, auxquelles l'exploitant peut faire appel pour la réalisation de travaux, sous réserve :

- qu'il n'en résulte pas d'inconvénient ou danger supplémentaire pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'environnement ;
- qu'elles ne fassent pas obstacle à l'application des dispositions réglementant le fonctionnement des installations classées pour la protection de l'environnement exploitées sur le site ;
- que l'exploitant adopte toutes mesures utiles aux intervenants (information préalable, plan de prévention signé par les parties...) qu'il accepte sous sa responsabilité dans l'emprise du site afin de permettre l'application effective des alinéas précédents.

Les activités de loisirs ou de sports sont prohibées pendant la durée de l'exploitation. Toutefois, pour les parcelles en attente d'exploitation ou remises en état, les activités utiles à l'entretien des sols ou à l'insertion paysagère sont admises sous les mêmes réserves que celles précitées pour les entreprises extérieures.

Le site est maintenu propre et entretenu en permanence. Ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (plantations, engazonnement...).

Aucun stockage, même temporaire, de matériaux ou produits non utiles à l'exploitation ne doit être réalisé dans l'établissement.

III.1.2 : Prévention et pollutions accidentelles

L'exploitant prend toutes dispositions utiles dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

En particulier, il établit des consignes d'exploitation qui indiquent explicitement les dispositions à appliquer et les contrôles à effectuer pour respecter en toute circonstance les prescriptions du présent arrêté.

III.1.3 : Formation et information du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle du personnel intervenant dans l'établissement.

La formation du personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à l'environnement doit être en relation avec les règlements visant à la protection de l'environnement.

L'exploitant établit et tient à jour une ou des consignes de sécurité fixant en particulier les mesures à prendre (évacuation, arrêt des machines, etc.) en cas d'incident ou d'accident.

Il s'assure que cette ou ces consignes sont connues du personnel concerné.

III.1.4 : Bornage et plans de l'exploitation

L'exploitation doit satisfaire aux prescriptions suivantes, avant la reprise des travaux dans le cadre de la présente décision :

- des bornes sont placées permettant de définir le périmètre de la carrière. Elles sont maintenues en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34.1° du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;
- un plan de bornage en deux exemplaires est adressé dans les deux mois suivant la notification de la présente décision, à l'inspection des installations classées à Beauvais.

De plus, l'exploitant établit un plan à l'échelle 1/2 500^{ème}. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte la présente décision ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Une copie en deux exemplaires est adressée à l'inspecteur des installations classées, chaque année, au plus tard à la date anniversaire du début d'exploitation.

III.1.5 : Exploitation

Les extractions s'effectuent à l'aide d'engins mécaniques.

L'exploitation est conduite à ciel ouvert, à sec.

Le décapage des terrains est limité au strict besoin des travaux d'exploitation. Il doit être effectué autant que possible en période sèche. Il est conduit de façon à conserver la valeur humifère à la terre végétale.

Pour les parcelles qui le nécessitent, les opérations de défrichement ont lieu au plus tôt un an avant les travaux d'extraction. Les campagnes annuelles de défrichement sont limitées à la surface utile aux travaux d'exploitation de l'année suivante.

Les extractions sont conduites par tranches horizontales descendantes avec création de gradins successifs.

III.1.6 : Accès

Les accès à l'exploitation doivent être limités en fonction des besoins normaux et garantis de manière à interdire l'accès à la carrière à tout véhicule étranger à l'entreprise.

L'accès de toute zone dangereuse et du carreau de la carrière doit être interdit par une clôture solide et efficace qui est continue aux endroits où un accès est matériellement possible ; elle est régulièrement surveillée et entretenue aux frais de l'exploitant et des pancartes signalent le danger.

En dehors des périodes ouvrées, l'établissement doit être fermé à clef, par un portail. Des pancartes rappellent l'interdiction de pénétrer.

III.1.7 : Conditions de circulation à l'extérieur de l'établissement

L'accès aux voies publiques se fait en concertation avec les services ou collectivités compétents. Un constat des lieux contradictoire est établi et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le chemin d'accès à la carrière doit permettre le croisement aisé des camions de transport. Au niveau de son débouché sur la voie publique, il est doté d'un revêtement stabilisé (tapis bitumineux ou équivalent), sur 50 m au moins.

Une signalisation réglementaire est installée et régulièrement entretenue.

Dans la limite des articles L 131-8 et L 131-9 du code de la voirie routière, la bénéficiaire prend en charge les frais occasionnés par les aménagements rendus nécessaires du fait du trafic de poids lourds généré par ses activités ainsi que les dommages résultant de ce trafic, travaux de renforcement, d'entretien ou de réparations qui résulteraient d'une évolution anormale des conditions de stabilité et de sécurité de la voirie existante, et ce à la fois au droit des accès à l'établissement et sur les itinéraires d'approche ou de diffusion.

S'il y a lieu, particulièrement lors des périodes humides, avant qu'ils ne quittent le site de la carrière pour rejoindre la voie publique, les roues des engins ou véhicules sont nettoyées de façon à éviter tout dépôt de boue sur cette dernière. En cas d'impossibilité d'assurer un nettoyage suffisant à prévenir les entraînements de boue sur la voie publique, les évacuations devront être suspendues, à l'initiative de l'exploitant ; elles pourront reprendre, sous sa responsabilité, dès lors que les conditions météorologiques lui permettront de respecter effectivement la présente disposition.

L'exploitant adopte toutes mesures utiles de sa responsabilité pour prévenir les pertes de matériaux sur la voie publique. Les bennes évacuant des produits pulvérulents sont bâchées. L'exploitant prend toutes dispositions utiles de son ressort pour faire respecter cette obligation : il refuse en particulier de charger les camions dépourvus de bâches.

L'exploitant assure l'entretien régulier de l'accès à la carrière et le nettoyage de la voie publique autant que nécessaire.

Le trafic routier global de poids lourds engendré sur les voies publiques par l'exploitation et au maximum :

- de 130 rotations par jour, les trois premières années de la présente autorisation ;
- de 95 rotations par jour, les sept années suivantes.

III.1.8 : Circulation dans l'établissement

Un plan de circulation est établi de manière à éviter les risques d'accident. L'exploitant porte ce plan à la connaissance des intéressés, par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes...). La signalisation est celle de la voie publique. Des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses. Les voies de circulation sont toujours dégagées pour permettre l'intervention des véhicules de secours en cas de nécessité.

Les emplacements des moyens de secours sont signalés et leurs accès maintenus dégagés en toute circonstance.

III.1.9 : Transport, chargement et déchargement des produits dangereux pour l'environnement

Les produits dits dangereux sont ceux visés par la réglementation sur le Transport des Matières Dangereuses.

Le chargement et le déchargement des produits précités se font en présence d'un personnel instruit sur la nature et les dangers des produits, les conditions de réception et de chargement, les autorisations nécessaires, la réglementation relative au transport des produits concernés et sur les interventions en cas d'incident survenant au cours des opérations de transfert et de transport.

III.1.10 : Emprise des travaux

Les bords des excavations doivent être établis et tenus à une distance horizontale de 10 m au moins du périmètre autorisé. Cette distance est portée à :

- 50 m par rapport à la limite d'emprise du domaine ferroviaire de la ligne Paris-Lille ;
- 30 m par rapport à la limite d'emprise de la route départementale n° 162.

Compte tenu de la nature et de l'épaisseur, tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'exploitation doit être arrêtée, à compter des bords supérieurs de la fouille, à

une distance horizontale telle que la stabilité de terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations et l'épaisseur des différentes couches présentes sur cette hauteur.

III.2 – EFFETS SUR L'EAU

III.2.1 : Ecoulement des eaux superficielles

Toutes dispositions sont prises pour ne pas perturber de façon notable le régime hydraulique existant tant en cours d'exploitation qu'après remise en état des lieux. S'il y a lieu, un réseau de dérivation pour empêcher les eaux de ruissellement extérieures à la carrière d'atteindre l'excavation est mis en place.

III.2.2 : Qualité des eaux superficielles ou souterraines

Toutes dispositions sont prises pour éviter qu'un déversement accidentel ne soit à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines.

Toute manipulation de produits liquides susceptibles de provoquer une pollution accidentelle des eaux superficielles ou souterraines tel le remplissage des réservoirs de carburant, doit être effectuée sur une aire étanche formant cuvette de rétention ou dirigeant tout déversement accidentel vers une capacité de rétention et dont la vidange par gravité est physiquement impossible.

La capacité de rétention doit être au moins égale à la quantité susceptible d'être épandue lors d'un incident.

Tout déversement accidentel dans les capacités de rétention doit aussitôt être récupéré et soit recyclé, soit éliminé, en respectant les dispositions relatives au traitement des déchets.

III.2.3 : Épanchements de produits polluants

Pour les engins pour lesquels le remplissage des réservoirs en carburant ou en huiles est irréalisable sur une aire étanche, une rétention mobile de capacité suffisante, et au moins égale à 200 l, est mise en place afin de recueillir les éventuelles égouttures. L'exploitant établit une consigne définissant la conduite à tenir pour éviter les incidents ou accidents pouvant être à l'origine d'une pollution, celle à tenir pour réparer en particulier les conséquences d'un épanchement de produits polluants. Il s'assure autant que nécessaire que cette consigne est connue de son personnel et est effectivement respectée.

Toute fuite sur un engin ou véhicule conditionne l'arrêt de celui-ci et la réparation immédiate qui s'impose.

III.3 - EFFETS SUR L'AIR

L'émission dans l'atmosphère de fumées, poussières susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des monuments et à la beauté des sites est interdite.

Les pistes sont arrosées en tant que de besoin pour lutter contre l'envol des poussières, sans nuire à la sécurité des véhicules appelés à circuler au chantier et sur les pistes.

La vitesse des engins circulant dans le chantier, sur les pistes notamment, est au plus de 20 km/h.

III.4 - DÉCHETS

L'élimination des déchets industriels spéciaux respecte les orientations définies dans le plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux, approuvé par arrêté préfectoral du 1^{er} février 1996.

L'élimination des déchets industriels banals respecte les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés, approuvé par arrêté préfectoral du 19 octobre 1999.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les huiles usagées sont éliminées conformément à l'arrêté et au décret du 21 novembre 1979 modifiés et à l'arrêté ministériel du 21 novembre 1989.

III.5 - BRUIT

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatives aux bruits aériens émis par les carrières sont applicables à l'établissement. Notamment, l'activité du chantier ne doit pas être à l'origine dans les locaux riverains habités ou occupés par des tiers ou au-delà d'une distance de 200 m par rapport aux limites autorisées d'une émergence sonore supérieure à 5 dB(A) pendant la période diurne définie au dit arrêté. En particulier, pendant la période 7 h - 20 h des jours ouvrés, elle n'engendre pas un niveau acoustique équivalent, mesuré en dB(A) suivant la norme S 31.010 supérieur aux abords de l'habitation la plus proche, située coté Nord de l'exploitation, supérieur à 70.

En dehors des périodes précitées, les activités liées à l'exploitation de la carrière sont mises à l'arrêt.

L'exploitant adopte toute mesure utile au respect des limites précitées. S'il y a lieu, les travaux de déboisement, décapage, d'extraction, de concassage criblage des matériaux ou de remise en état des lieux sont découplés.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

L'exploitant réalise périodiquement un contrôle des niveaux sonores engendrés par les activités de la carrière, au moins une fois par an. Il tient les résultats obtenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant deux ans. Le premier de ces contrôles est effectué au plus tard sous le délai de deux mois après la poursuite de l'exploitation de la carrière dans le cadre de la présente autorisation.

III.6 : OUVRAGES DE TELECOMMUNICATIONS

Tous travaux en bordure ou sur le domaine public, tel l'aménagement de l'accès au site, font l'objet d'un contact préalable avec l'Unité Régionale du Réseau de Picardie – Centre de Creil – Gestion du Patrimoine – 3 bd Gabriel Havez – BP 135 – 60107 CREIL CEDEX.

TITRE IV : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

IV.1 : EXTRACTIONS

Le site peut être excavé sur une profondeur moyenne de 17 m. Aucune extraction n'est réalisée sous la cote 42 m NGF.

Les matériaux de découverte, terres végétales et stériles sont conservés sur le site, en vue de la remise en état des parcelles AK1 et AK10.

Le volume total du gisement à exploiter est estimé à :

- pierre de taille : 80 000 m³ ;
- autres matériaux calcaires : 1 470 000 m³ ;
- matériaux de découverte valorisables : 200 000 m³.

La production annuelle de blocs matériaux calcaires est en moyenne de 20 000 t, celle de matériaux concassés de 250 000 t.

Le volume total des matériaux de découverte et des stériles est estimé à 150 000 m³. Ils sont conservés sur le site, en vue de la remise en état de la carrière et, dans la limite de 75000 t, à celle du Centre d'Enfouissement Technique qui lui est contigu.

IV.2 : IMPACT PAYSAGER

L'exploitant adopte toute mesure utile à limiter l'incidence paysagère de l'exploitation.
En particulier :

- sauf pour la parcelle AK 1 en cas d'autorisation préfectorale d'extension du centre d'enfouissement technique voisin délivrée sous le délai d'un an à compter de la présente décision, les fronts de taille résiduels résultant des extractions d'une année sont traités conformément au plan général de remise en état des lieux au plus tard au cours de l'année suivante ;
- pour la parcelle AK 10, à toute époque, la surface en chantier (décapage de la prochaine phase à exploiter + phase en exploitation + remise en état des lieux déjà exploités) ne devra pas excéder 42500 m². S'il y a lieu, afin de permettre le respect effectif de cette disposition, les extractions seront suspendues jusqu'à ce que les opérations de remise en état des lieux aient été réalisées.

IV.3 : REMISE EN ÉTAT

La remise en état des lieux affectés par les travaux d'exploitation de la carrière doit permettre dans ses principes de créer, in fine, un espace sécurisé, tant en cours d'exploitation qu'après, qui offre, d'un point de vue de l'écologie, une diversité des milieux et qui, d'un point de vue du paysage, s'inscrit dans le respect de l'identité du site de la Nonnette, sans pour autant nier l'activité historique des lieux : le site réaménagé a un modelé en "creux" et constitue un ensemble cohérent, particulièrement vis à vis de l'environnement extérieur ; les essences plantées sont retenues eu égard aux associations végétales liées aux substrats rencontrés et dans le but de former des habitats privilégiés pour la faune sauvage. A cette fin, un arrêté préfectoral complémentaire pourra prescrire la réalisation de toute étude utile à préciser les opérations nécessaires.

La remise en état des lieux comprend en particulier les mesures suivantes :

- la confirmation par l'exploitant, à l'aide d'une étude géotechnique réalisée par un intervenant spécialisé retenu en accord avec l'inspection des installations classées, de la stabilité des fronts de taille prévus ou créés, particulièrement au droit des voies ouvertes au public et ouvrages voisins ;
- la suppression des installations fixes liées à l'exploitation proprement dite ou des installations annexes ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritiques divers ;
- le nivellement des abords des excavations, à la cote du niveau avant exploitation.

L'étude géotechnique précitée est remise en double exemplaire au Préfet de l'Oise sous le délai de six mois à compter de la notification de la présente décision. L'exploitant justifie de la passation de la commande de cette étude auprès du Préfet sous le délai de deux mois à compter de cette même notification.

La remise en état des lieux privilégie la recherche d'une certaine biodiversité. En particulier, les fronts de taille et le fond de fouille font l'objet de traitements différenciés de façon à tirer le meilleur parti :

- pour les premiers, des falaises et éboulis (recolonisation naturelle), talus (de plus ou moins faible pente avec ou sans terre et avec ou sans boisement), terrasses et valleuses ;
- pour le second, des prairies ou boisements et mares.

Toutefois, pour la parcelle AK1, en cas d'autorisation préfectorale d'extension du Centre d'Enfouissement Technique de Saint Maximin contigu à la carrière, l'exploitation laissera place à la création d'un casier destiné à l'élimination des déchets. Dans cette éventualité la remise en état des lieux consistera en particulier :

- à la purge et à la mise en sécurité des fronts de taille dont la pente résiduelle devra être suffisante pour ne compromettre, pendant et après l'exploitation, ni la sécurité des personnes susceptibles d'évoluer aux environs, ni la stabilité des terrains ou ouvrages voisins ;
- au régalinge du fond de forme en vue de la réalisation du casier ;
- au réemploi possible des matériaux de découverte pour la remise en état du casier du CET.

CHAPITRE IV.4 : DESSERTE DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant demande contractuellement aux transporteurs avec lesquels il traite d'emprunter les voies à grande circulation et à éviter les agglomérations, en particulier celles proches de l'exploitation (CHANTILLY, CREIL, GOUVIEUX, LAMORLAYE...).

CHAPITRE IV.6 : INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES MATERIAUX

Les installations mobiles de concassage criblage sont dotées des dispositifs utiles (bardage, protections caoutchoutées, ...) à réduire au minimum les émissions sonores qu'elles sont susceptibles d'engendrer. L'environnement habité ou susceptible de le devenir durant sa période de fonctionnement est pris en compte pour définir leur implantation et leur orientation afin limiter autant que possible la gêne pouvant résulter des émissions résiduelles. Elles sont installées en fond de fouille.